Proposition de chemin de fer numérique canadien

***Titre d’appel****: Une capacité d’infrastructure numérique nationale, habilitée par la chaîne de blocs, pour soutenir la réponse à la COVID-19 et accélérer la transformation du Canada en une économie et société numérique.*

## Contexte

La COVID-19 a pointé le risque de compter sur des processus en personne et papier pour effectuer des transactions; les gouvernements et organisations qui comptent largement sur ces processus : soit ont été incapables d’offrir des services, soit ont pris du retard à le faire. Dans le monde de l’après-COVID, les Canadiens et les entreprises vont s’attendre à des réponses plus rapides des gouvernements et des organisations, et voudront effectuer des transactions numériques dans l’ensemble des secteurs de l’économie.

L’élément essentiel de toute transaction est la confiance, autrement dit, le fait d’être assuré que toute revendication faite par une partie à la transaction est vraie. Par exemple, les parties aux transactions pourraient devoir vérifier avec qui elles font affaire (p. ex., l’identité d’une personne ou entreprise), si la partie a l’autorisation de mener les activités spécifiées (p. ex., importer un produit ou exercer le droit), si le bien échangé lui appartient (p. ex., la propriété d’une automobile) ou si la monnaie d’échange (p. ex., la monnaie numérique) est émise par la banque centrale.

Le gouvernement est un pilier de la confiance dans la société et l’économie, grâce à divers moyens, par exemple la délivrance de documents d’identité personnelle et d’entreprise, de licences et de permis, l’émission de monnaie et la mise à la disposition du public d’informations pour soutenir le bien commun. Les gouvernements peuvent habiliter la confiance en ligne en offrant des versions numériques de ces documents et monnaies. Ceux-ci peuvent être vérifiés au moyen d’une infrastructure numérique habilitée par la chaîne de blocs, afin d’appuyer la réponse à la COVID-19 et prendre acte de la recommandation des tables de stratégies économiques de transformer le Canada en une société numérique. Voir l’annexe 1 pour une liste de cas d’utilisation de haut niveau possibles pour appuyer les priorités clés : répondre à la COVID-19, habiliter l’économie numérique et appuyer une société numérique et ouverte.

Les gouvernements partout dans le monde manifestent un intérêt grandissant à comprendre la manière dont cette technologie transformera nos économies et sociétés, ainsi qu’à déterminer la manière de l’utiliser comme outil pour réaliser des objectifs de politique. Un certain nombre de pays ont déjà émis des stratégies globales en matière de chaîne de blocs, dont l’Australie, la République populaire de Chine, l’Allemagne et l’Inde, alors que d’autres comme la France et l’Italie sont actuellement en train d’élaborer de telles stratégies.

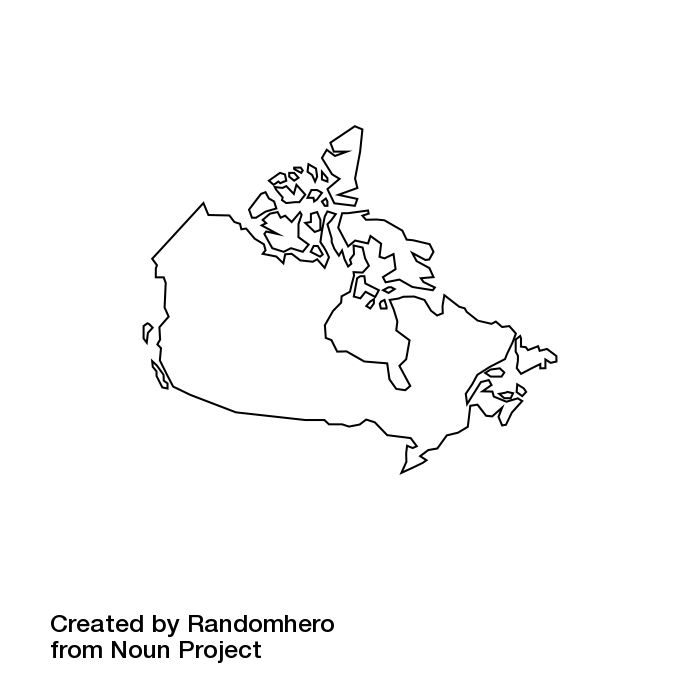
## Proposition

La proposition comprend la formulation de recommandations pour établir une **capacité d’infrastructure numérique** nationale habilitée par la chaîne de blocs, nommée avec justesse le Chemin de fer numérique, pour appuyer deux domaines clés :

* les **justificatifs numériques** (p. ex., l’identité des personnes et des entreprises, les titres professionnels, la condition médicale, les licences, les permis, les certificats d’inspection, les revendications pour un produit, etc.)
* la **monnaie numérique (**c’est-à-dire,une monnaie numérique émise par une banque centrale).

Le Chemin de fer numérique serait exploité pour l’avantage stratégique du Canada et comprendrait la participation d’intervenants FPTM et de l’industrie pour habiliter un écosystème pancanadien en réponse à la COVID-19 et pour habiliter l’avenir numérique.

L’illustration ci-dessous est un organigramme pour illustrer comment le Chemin de fer numérique appuie les deux domaines clés et, en fin de compte, les priorités du Canada dans le monde de l’après-COVID.



**Économie numérique**

**Réponse à la COVID-19**

**Société numérique et ouverte**

**Chemin de fer numérique**

**Monnaie numérique**

**Justificatifs numériques**

Il est à noter que le Chemin de fer numérique serait fondé sur des normes mondialement acceptées, élaborées par le **World Wide Web Consortium** (W3C). En outre, la mise en œuvre des technologies est en cours de validation dans le cadre d’une recherche financée par le **Programme d’innovation de la Silicon Valley du département de la Sécurité intérieure.** Au sein du gouvernement du Canada, il y a plusieurs projets en cours (SCT, ARC, ISDE, CNRC, TC). Un projet bien connu est l’initiative **Identité numérique connue du voyageur** (KTDI), parrainée par le **Forum économique mondial** (FEM) en partenariat avec les **Pays-Bas**.

Les recommandations vont aborder les éléments suivants :

1. **Maturité technologique**: déterminer l’approche pour évaluer l’infrastructure numérique et les applications de confiance\* et mener une diligence raisonnable sur celles-ci.
2. **Gouvernance :** les intervenants qu’il faut mobiliser pour régir l’infrastructure et les applications de confiance
3. **Interopérabilité :** élaborer des normes et déterminer qui devrait le faire pour assurer l’interopérabilité entre l’infrastructure technologique numérique, les applications de confiance et les systèmes existants.
4. **Sécurité et protection de la vie privée :** approches pour assurer en permanence la sécurité et la protection de la vie privée
5. **Direction opérationnelle :** l’infrastructure numérique requise et si l’infrastructure et les applications de confiance devraient être exploitées par le gouvernement, le secteur privé ou conjointement
6. **Éducation et formation :** approches pour assurer des compétences suffisantes au sein du gouvernement.
7. **Coopération internationale :** repérer des possibilités de collaboration avec d’autres pays et des forums internationaux sur l’infrastructure numérique et les applications de confiance
8. **Harmonisation des politiques et règlements :** harmonisation éventuelle des politiques et règlements qui est nécessaire
9. **Plan d’action :** proposer un plan d’action pour appuyer l’établissement de l’infrastructure numérique

\* Les applications de confiance sont des solutions fondées sur l’infrastructure pour appuyer les justificatifs numériques et la monnaie numérique, telles que les portefeuilles numériques et les protocoles de communication de soutien

## 

## 

## Prochaines étapes

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité** | **Date** |
| Établir un groupe de travail de base | Mi-mai |
| Rôles et responsabilités du groupe de travail de base | Fin mai |
| Désigner les intervenants à consulter | Fin mai |
| Répertoire des initiatives passées et actuelles fondées sur la chaîne de blocs | Mi-juin |
| Leçons tirées d’initiatives passées et actuelles | Mi-juin |
| Ébauches de recommandations (version 1) | Mi-juillet |
| Consultations auprès d’intervenants | Mi-août |
| Ébauches de recommandations (version 2) | Fin août |
| Consultations auprès d’intervenants | Mi-septembre |
| Recommandations finales | Fin septembre |

**Annexe 1 : Cas d’utilisation de haut niveau possibles**

Le Chemin de fer numérique a le potentiel de transformer une large étendue d’actions et de services du gouvernement, ainsi que les transactions économiques dans l’ensemble des secteurs de l’économie, par exemple :

* Répondre à la COVID-19
  + Soutenir la réouverture des entreprises (p. ex., démarrer ou fermer l’exploitation en fonction de la crise sanitaire)
  + Soutenir le mouvement de personnes et d’entreprises offrant des biens et services « essentiels » au-delà des frontières provinciales et nationales (p. ex., les activités jugées essentielles)
  + Soutenir le retour au travail (p. ex., « passeport immunitaire » ou résultats de tests négatifs à la COVID-19)

* Habiliter une économie numérique
  + Assouplir la conformité réglementaire en accélérant et en simplifiant la démarche de personnes et d’entreprises pour prouver leur autorisation de mener des activités (p. ex., un permis d’alcool) et se conformer aux règlements (p. ex., l’établissement de rapports sur la lutte contre le blanchiment d’argent)
  + Faciliter le commerce de biens et services au-delà des frontières internationales (p. ex., permis d’importation)
  + Déterminer la justification de l’origine et vérifier les revendications d’un produit (p. ex. critères environnementaux et sociaux)
  + Émettre une monnaie numérique garantie par la Banque du Canada
  + Faciliter les transactions numériques entre personnes et entreprises.
* Soutenir une société numérique et ouverte
  + Établir une identité numérique pour les personnes et les entreprises (p. ex., documents d’identité délivrés par le gouvernement, titres de compétence)
  + Habiliter les voyages à l’étranger (p. ex. passeports numériques)
  + Offrir les services gouvernementaux en ligne pour la prestation d’avantages sociaux et économiques
  + Soutenir la transparence (p. ex. les contrats gouvernementaux)